

## **NOTE DE VIGILANCE TRIMESTRIELLE EN RHONE-ALPES**

### **Deuxième trimestre 2015**

#### **EN BREF**

##### **Un sursaut de l'activité économique dans la région au 2ème trimestre**

Dynamisée par la hausse de la demande étrangère, la production industrielle a rebondi en juin dans la région après deux mois assez terne. Ce rebond est lié aussi, dans certains secteurs, à un nécessaire restockage en prévision des fermetures de sites de production en août. L'activité du bâtiment est restée bien orientée au 2ème trimestre, surtout dans le second œuvre. En outre, après une année de baisse continue, un sursaut d'activité a été enregistré ce trimestre dans les Travaux Publics. Dans le commerce de gros, la reprise de l'activité amorcée en début d'année 2015 s'est confirmée au 2ème trimestre en particulier dans l'agro-alimentaire. Les services marchands ont confirmé, quant à eux, leur bonne orientation avec une hausse sensible de l'activité dans les transports, le travail temporaire, la grande distribution et la chimie. *(L'ensemble des informations qui précèdent proviennent des enquêtes mensuelles et trimestrielles de la Banque de France réalisées en juin 2015).*

L'enquête de conjoncture réalisée par la CCIR Rhône-Alpes en juin 2015 auprès des TPE-PME de la région reflète aussi une amélioration de l'activité économique : meilleure utilisation des capacités de production ; tassement des difficultés de trésorerie ; meilleures perspectives d'investissement.

La plupart des indicateurs fournis par la DRFIP Rhône-Alpes confirment également l'amélioration de la situation économique ce trimestre par rapport au 2ème trimestre 2014: hausse de 4 % du CA des entreprises régionales (- 0,6 % en France); augmentation du montant des investissements : + 4 % (- 3,2 % au niveau national); accroissement sensible des recouvrements de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement (+ 14 %); progression de la part des exportations dans le CA des entreprises; diminution du nombre des entreprises en difficulté de paiement des cotisations sociales : 1 entreprise en difficulté sur 25 en juin 2015 contre 1 sur 18 en mars. Par contre, la baisse des encaissements de l'IS et de la TVA (respectivement - 3,5 % et - 1,3 % sur un an) reflète une tendance moins favorable.

##### **Léger repli du nombre des emplois salariés au 1er trimestre (source : Insee)**

Après une hausse de 0,4 % au cours du 4ème trimestre 2014, le nombre des emplois salariés a diminué en Rhône-Alpes de 0,2 % au 1er trimestre 2015 (stabilité à l'échelon national). Ce léger repli provient d'évolutions contrastées : net recul des emplois dans la construction (-1,2 %) mais de faible intensité dans l'industrie (- 0,1 %), stabilité dans les services marchands hors intérim et légère augmentation dans le commerce (+ 0,2 %). Les emplois intérimaires enregistrent, quant à eux, une baisse de 2,5 % après une hausse de 5,3 % au 4ème trimestre. Sur un an (de mars 2014 à mars 2015), le nombre des emplois salariés diminue dans la région de 0,1 %, à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale (- 0,2 %).

##### **Poursuite de la hausse du nombre des demandeurs d'emploi au 2ème trimestre à un rythme soutenu (Demande d'emploi, source : Direccte-Pôle emploi ; taux de chômage, source INSEE)**

Le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A a augmenté de 1,6 % au 2ème trimestre 2015, à un rythme légèrement supérieur à la hausse intervenue au trimestre précédent. Cette augmentation a concerné toutes les populations de demandeurs d'emploi, en particulier les jeunes dont la situation s'est nettement aggravée. L'effectif des "moins de 25 ans" a progressé au 2ème trimestre au même rythme que celui des seniors de 50 ans et plus (+ 2,3 %) et dans une proportion nettement plus importante que pour les personnes âgées de "25-49 ans" ((qui restent néanmoins majoritaires dans la demande d'emploi) : + 1,2 %. Entre juin 2014 et juin 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A est passé, en données CVS, de 312 940 à 330 550 soit une hausse annuelle de 5,6 %, de même ampleur qu'à la fin du trimestre précédent (+ 5,8 %) mais plus marquée qu'à l'échelon national (+ 4,7 %).

Enfin, il convient de rappeler que le taux de chômage calculé au sens du BIT est resté stable, dans la région, à 8,9 % au 1er trimestre 2015 (- 0,1 point en France métropolitaine où il s'établit à 10 %)

##### **Le chômage de longue durée continue de croître à un rythme élevé, plus encore que le trimestre précédent (Source : Direccte-Pôle emploi)**

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'1 an (cat. ABC) a augmenté dans la région de 4,1 % au 2ème trimestre 2015, dans une proportion plus importante qu'au 1er trimestre (+ 3,2 %). Par ailleurs, le rythme de progression annuelle des demandeurs d'emploi de longue durée s'est accentué : + 11,4 % entre juin 2014 et juin 2015 contre une hausse de 9,3 % entre mars 2014 et mars 2015.



## **POSITION DE RHONE-ALPES**

### **PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE NATIONAL**

<i>Economie</i>	<b>5</b>
<i>Emploi salarié</i>	<b>6</b>
<i>Chômage</i>	<b>7</b>

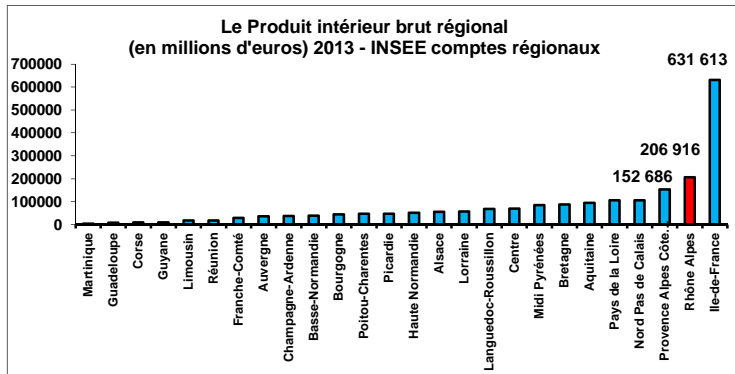


réalisée par la DIRECCTE Rhône-Alpes en partenariat avec la DRFIP Rhône-Alpes 10/09/2015

**ECONOMIE** (Insee, 2013)

**PIB brut - en millions €, 2013**  
(Insee, comptes régionaux)

Rhône-Alpes est la deuxième région de France au regard du niveau du PIB (près de 207 milliards d'euros). Ceci correspond à environ 32 2000 euros par habitant, soit un chiffre proche de la moyenne nationale (32 500 en France métropolitaine) et supérieur à ceux de PACA (30 800) et de l'Alsace (près de 29 800) mais nettement inférieur à celui de la région Ile de France (52 700).

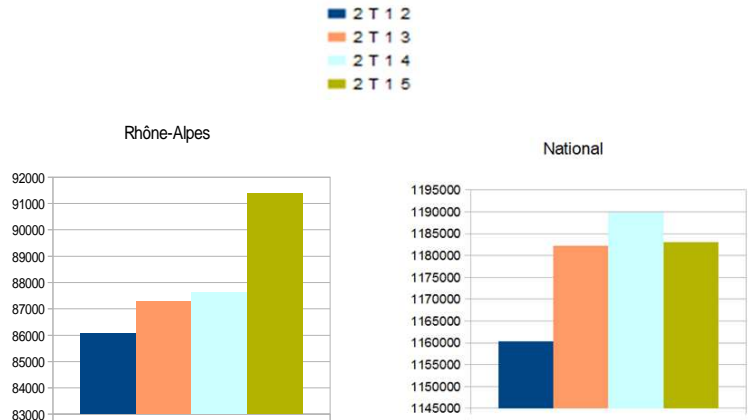


**Chiffres d'affaires des entreprises (en Millions d'€)**  
(tous secteurs confondus) -

Source : DRFIP

**Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015**

Toutes activités confondues, le volume du CA des entreprises de la région a enregistré une hausse de 4% au deuxième trimestre 2015 (- 0,6 % à l'échelon national).

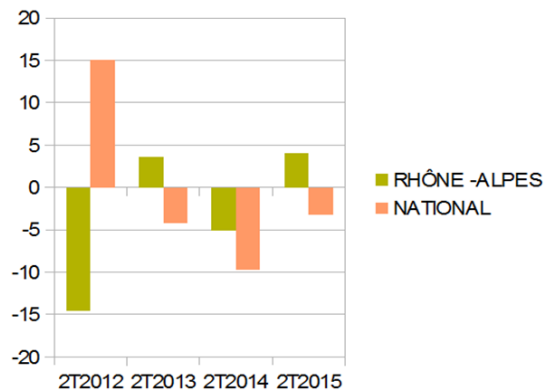


**Investissements des entreprises (à partir de la TVA déductible sur immobilisations, évolution par rapport à l'année A 1, en pourcentage)**

Source : DRFIP

**Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015**

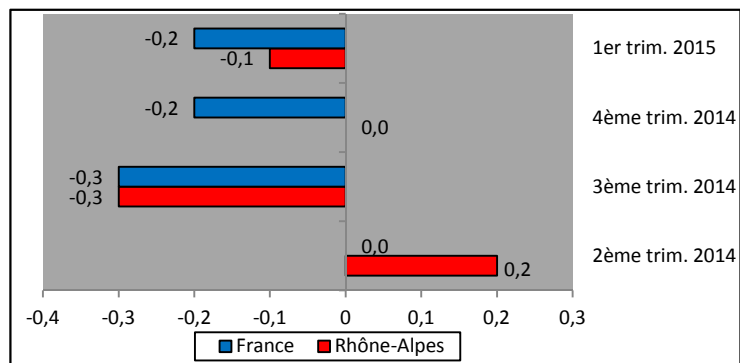
Au deuxième trimestre 2015, l'investissement des entreprises de la région est en augmentation annuelle de 4 % (-3,2% au niveau national).



## EMPLOI SALARIE - Secteurs marchands (Insee, estimation de l'emploi salarié, CVS) – Derniers résultats : 1er trim. 2015 - Evolution annuelle

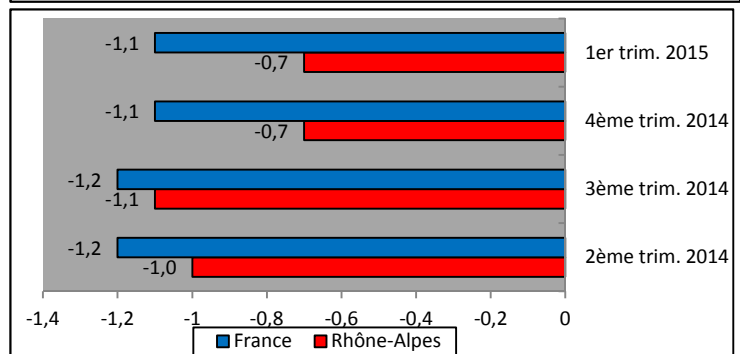
### Ensemble des secteurs d'activité (intérim inclus)

Entre mars 2014 et mars 2015, le nombre des emplois salariés du secteur privé a diminué dans la région de 0,1 %, soit à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale (- 0,2 %).



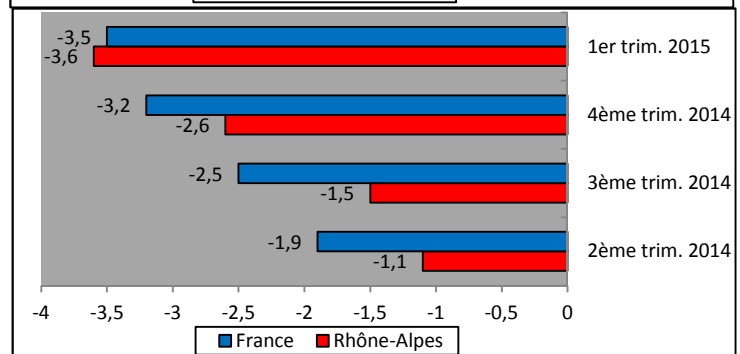
### Industrie

Le nombre des emplois salariés continue de diminuer d'une année sur l'autre au même rythme que le trimestre précédent : - 0,7 %.



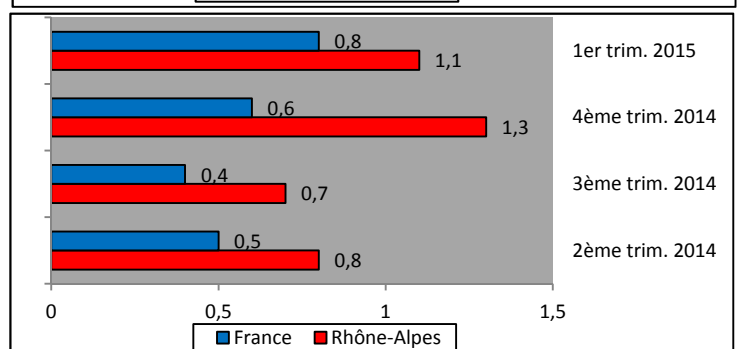
### Construction

Dans le secteur de la construction, le rythme de diminution annuelle des emplois demeure très élevé (- 3,6 % à fin mars 2015 contre - 3,5 % à l'échelon national), plus encore qu'en fin d'année 2014 (- 2,7 %).



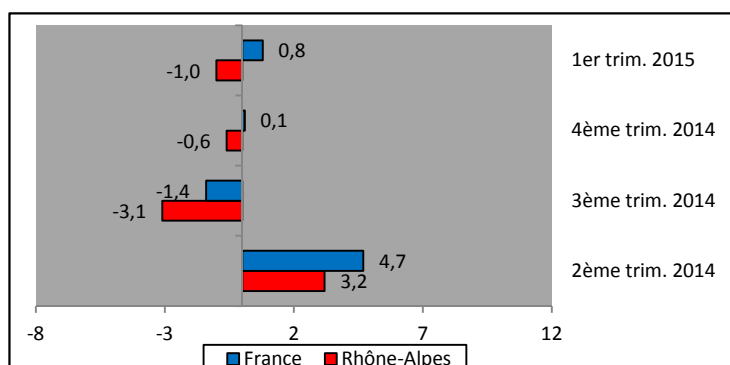
### Tertiaire (hors intérim)

Le nombre des emplois du secteur tertiaire (hors intérim) continue de croître dans la région à un rythme plus élevé qu'à l'échelon national : + 1,1 % contre + 0,8 %.



### Intérim

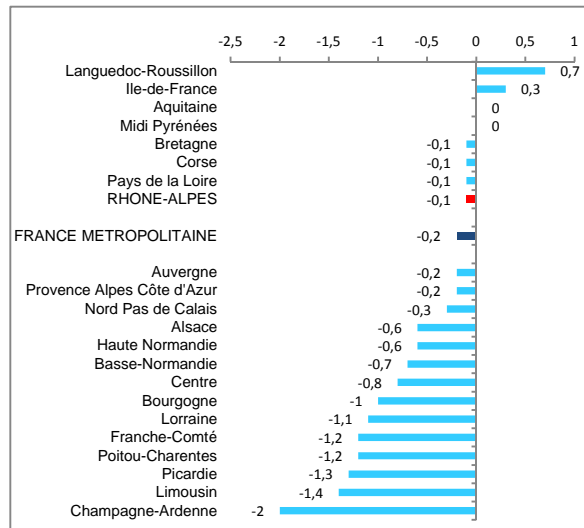
Le nombre des emplois intérimaires s'établit fin mars 2015, dans la région, à un niveau légèrement inférieur à l'an dernier : - 1 % contre + 0,8 % dans l'ensemble de la France métropolitaine.



## Emplois salariés du secteur marchand

### Evolution annuelle mars 2015 / mars 2014 (INSEE, estimation de l'emploi salarié CVS)

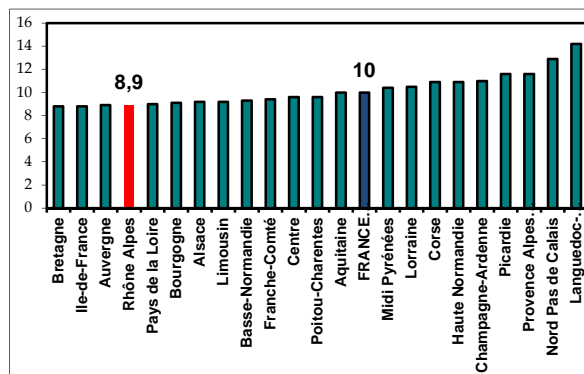
Le nombre des emplois salariés a diminué en Rhône-Alpes de 0,1 % (- 0,2 % à l'échelon national) entre mars 2014 et mars 2015, soit dans une proportion plus faible que dans la plupart des autres régions, en particulier qu'en Champagne-Ardenne (- 2 %), le Limousin (- 1,4 %) ou la Picardie (- 1,3 %). Seuls le Languedoc-Roussillon et l'Ile de France ont enregistré au cours de cette période une évolution positive des emplois salariés : respectivement + 0,7 % et + 0,3 %.



## CHOMAGE

### Taux de chômage – 1er trimestre 2015 (Insee, en %)

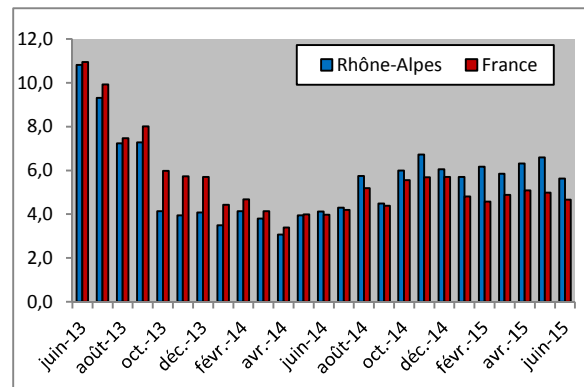
En légère progression au 4ème trimestre 2014 (+ 0,1 point), le taux de chômage de la région s'est stabilisé à 8,9 % au 1er trimestre 2015 (- 0,1 point à l'échelon national).



Le taux de chômage Rhônalpin est le troisième taux le plus faible de toutes les régions françaises derrière la Bretagne et l'Ile de France (8,8 %), à égalité avec l'Auvergne.

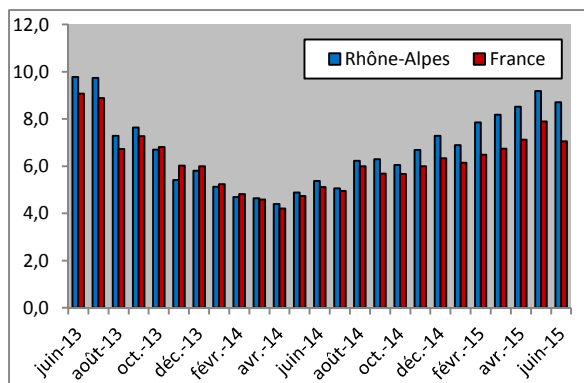
### Evolution annuelle de la demande d'emploi de cat. A (sans aucune activité) - Juin. 2015 / Juin. 2014 (Données cvs) - Direccte-Pôle emploi

Le rythme de progression annuelle des demandeurs d'emploi de catégorie A est resté pratiquement stable au 2ème trimestre, s'établissant fin juin 2015 à + 5,6 % (+ 4,7 % au niveau national) contre + 5,8 % à la fin du 1er trimestre.



### Evolution annuelle de la demande d'emploi de cat. A B et C - Juin. 2015 / Juin. 2014 (Données cvs) - Direccte-Pôle emploi

En ce qui concerne les catégories ABC, le rythme de progression annuelle des demandeurs d'emploi s'est légèrement intensifié passant entre fin mars et fin juin 2015 de + 8,2 % à + 8,7 % (+ 7,1 % à l'échelon national).



## RESULTATS REGIONAUX

<b>1 - ACTIVITE ECONOMIQUE</b>	<b>9 - 14</b>
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises	9
1.2 Investissements des entreprises	9
1.3 Encaissement des recettes fiscales (TVA et IS)	10
1.4 Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales	10
1.5 Créations d'entreprises	11
1.6 Enquêtes d'activité (Banque de France et CCIR)	11
1.7 Exportations	12
1.8 Conjoncture hôtelière	13
1.9 L'immobilier	14
<b>2 - EMPLOI</b>	<b>15 - 19</b>
2.1 Emploi salarié	15
2.2 Emploi intérimaire	16
2.3 Déclarations uniques d'embauche	16
2.4 Activité partielle	17
2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi	17
<b>3 - CHOMAGE</b>	<b>18 - 22</b>
3.1 Taux de chômage	18
3.2 Demande d'emploi en fin de mois	18
3.3 Ruptures conventionnelles	19
3.4 Demande d'emploi enregistrée	19
3.5 Demande d'emploi sortie	20
<b>4 - OFFRES D'EMPLOI</b>	<b>20</b>



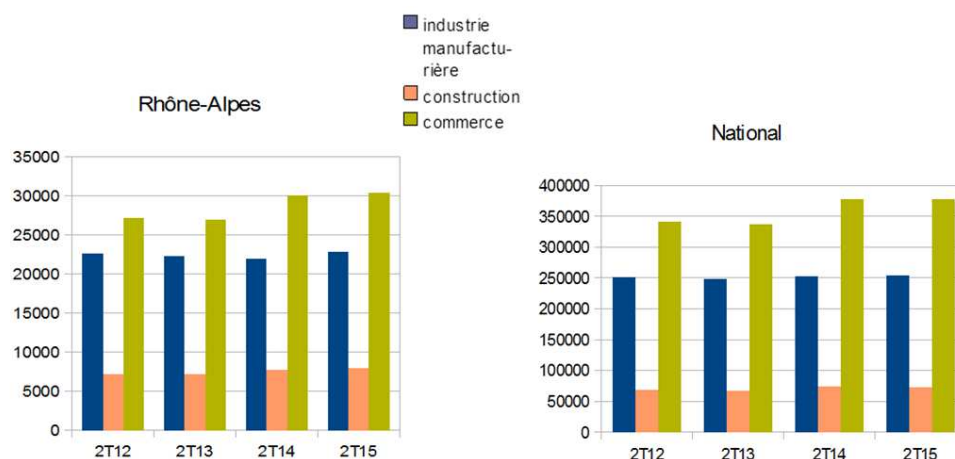
## 1.1 Chiffre d'affaires des entreprises (en millions d'euros)

Au niveau des trois secteurs clés considérés, la hausse du chiffre d'affaires en région est générale mais de faible ampleur : industrie manufacturière : + 3,9 %, construction + 2,3 % et commerce + 1 %. Par contre, au niveau national, les évolutions sont contrastées : faible augmentation dans l'industrie manufacturière (+ 0,8 %), léger repli dans le commerce (- 0,2 %) et la construction (- 1,7 %).

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015

### Chiffre d'affaires dans trois secteurs clé :



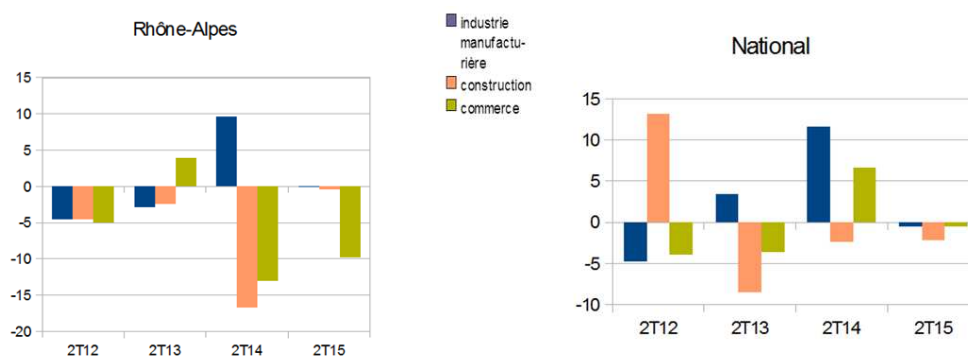
## 1.2. Investissements des entreprises (à partir de la TVA déductible sur immobilisations, évolution par rapport à l'année A -1, en pourcentage)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015

### Investissement dans 3 secteurs clé :

Au sein des secteurs clés, les investissements évoluent de manière diversifiée : baisse notable dans le commerce (- 9,8 %), quasi stagnation dans l'industrie manufacturière et le commerce (respectivement - 0,1 % et - 0,4 %). Des évolutions similaires sont observées à l'échelon national.

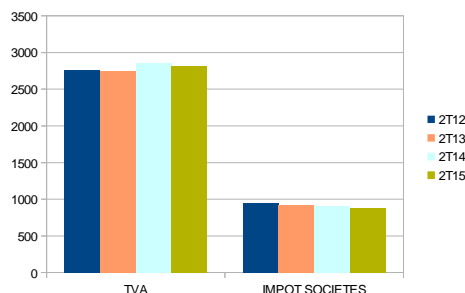


### 1.3. Encaissements des recettes fiscales (versements spontanés de TVA et d'IS, en M€)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015

En Rhône-Alpes, les encaissements d'IS et de TVA ont diminué respectivement de 3,5 % et de 1,3 % par rapport à la même période de l'an dernier.



### 1.4. Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales

Source : URSSAF

Dernières données disponibles : fin juin 2015

Les encaissements des établissements du secteur privé situés en région Rhône-Alpes augmentent de 0,5 % en juin 2015 par rapport au même mois de l'an dernier.

Pour les établissements du secteur privé de 10 salariés et plus situés dans la région, le taux des restes à recouvrer (rapport entre le montant des cotisations restant à recouvrer et le montant total des cotisations dues) atteint 1,24 % à fin juin 2015, en baisse de 0,61 point par rapport à fin juin 2014. Au regard du nombre des établissements, le taux des impayés s'élève à 4,04 % (- 0,5 point sur un an). Cela signifie qu'un établissement de dix salariés et plus de la région sur 25 n'a pas payé ses cotisations du mois de juin 2015.

#### Suivi des encaissements des établissements du secteur privé situés dans la région

Données cumulées du 1er janvier 2015 à fin juin 2015	Montant en millions d'€	Evolution entre juin 2015/2014
Encaissements	12 936	0,5%
Encaissements hors UNEDIC	11 337	0,4%

#### Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés) des entreprises de plus de 9 salariés

(Le mois entre parenthèses = le mois de déclaration)

Données à fin juin 2015	Taux en montant	Evolution entre 2015/2014	Taux en nombre	Evolution entre 2015/2014
Taux d'impayés à fin de mois	1,24% (juin 2015)	-0,61 pt	4,04% (juin 2015)	-0,50 pt
Taux d'impayés à échéance + 30 jours	1,09% (mai 2015)	-0,06 pt	3,84% (mai 2015)	-0,20 pt
Taux d'impayés à échéance + 90 jours	0,68% (mars 2015)	-0,03 pt	2,48% (mars 2015)	-0,46 pt

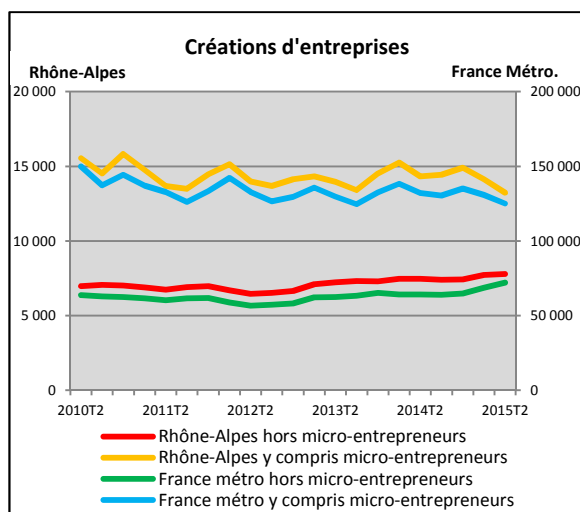
## 1.5 Créations d'entreprises

Source : INSEE (Sirene)

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2015

Le nombre des entreprises créées en Rhône-Alpes (micro-entrepreneurs compris) a reculé de 6,3 % au 2ème trimestre 2015 (- 4,4 % à l'échelon national) après un repli de 4,4 % au 1er trimestre.

Sur un an, le nombre global des entreprises créées dans la région au 2ème trimestre 2015 diminue de 7,6 % (- 5,3 % au niveau national). En revanche, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs augmentent en Rhône-Alpes de 4,3 % et de 12,5 % dans l'ensemble de la France métropolitaine.



### Créations d'entreprises

	Nombre de créations			Variation (en %)	
	2ème Trim. 2014	1er Trim. 2015	2ème Trim. 2015	Trimestrielle	Annuelle
<b>Rhône-Alpes</b>					
hors micro-entrepreneurs	7 467	7 720	<b>7 789</b>	0,9	4,3
y compris micro-entrepreneurs	14 334	14 133	<b>13 241</b>	-6,3	-7,6
<b>France métropolitaine</b>					
hors micro-entrepreneurs	64 085	68 724	<b>72 083</b>	4,9	12,5
y compris micro-entrepreneurs	132 118	130 875	<b>125 055</b>	-4,4	-5,3

Champ: ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note: les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes.

Source: Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Etablissements - Sirene)

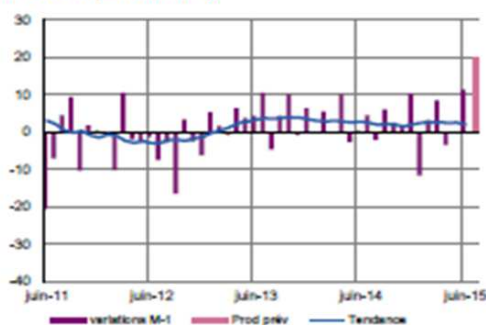
## 1.6 Enquêtes d'activité

Source : Banque de France – enquête mensuelle réalisée en juin 2015

### Industrie

Dynamisée par la hausse de la demande étrangère, la production industrielle a rebondi en juin dans la région après deux mois assez ternes. Ce rebond tient aussi dans certains secteurs à un nécessaire restockage en prévision des fermetures de sites de production pendant le mois d'août.

#### Production passée et prévisions (en solde d'opinions CVS)

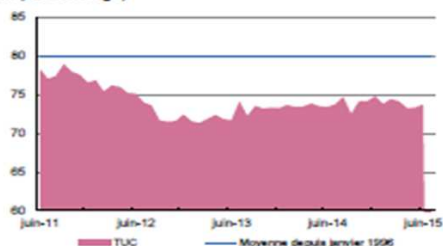


### Enquête de la Banque de France : Industrie (suite)

Situation des carnets et des stocks de produits finis  
(en solde d'opinions CVS)



Utilisation des capacités de production CVS  
(en pourcentage)



Les carnets de commandes qui se reconstituent progressivement depuis le début de l'année s'approchent désormais de la normale. Bien que davantage sollicitées ce mois-ci, les capacités de production demeurent nettement sous-utilisées.

Les services marchands, quant à eux, confirment leur bonne orientation avec une hausse sensible de l'activité dans les transports, le travail temporaire, la grande distribution et la chimie.

#### Banque de France : Enquêtes trimestrielles (2ème trimestre 2015)

**Bâtiment et travaux publics :** au 2ème trimestre, l'activité est restée bien orientée dans le bâtiment surtout dans le second œuvre qui a bénéficié d'un marché de la rénovation très actif. Dans les travaux publics, après une année de baisse continue, un sursaut d'activité a été enregistré ce trimestre.

**Commerce de gros :** la reprise de l'activité observée le trimestre dernier s'est confirmée au 2ème trimestre, en particulier dans l'agro-alimentaire.

#### Source : CCIR Rhône-Alpes - enquête réalisée en juin 2015

Résultats du panel régional de conjoncture (échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services interrogé chaque début de mois) mis en place par la CCIR et les CCI de Rhône-Alpes permettant d'assurer le suivi de la situation économique.

Cette enquête reflète une amélioration de l'activité des TPE-PME au 2ème trimestre. Cette amélioration se traduit par une meilleure utilisation des capacités de production, par un tassement des difficultés de trésorerie mais aussi par une proportion plus importante d'entreprises se situant dans une perspective d'investissement.

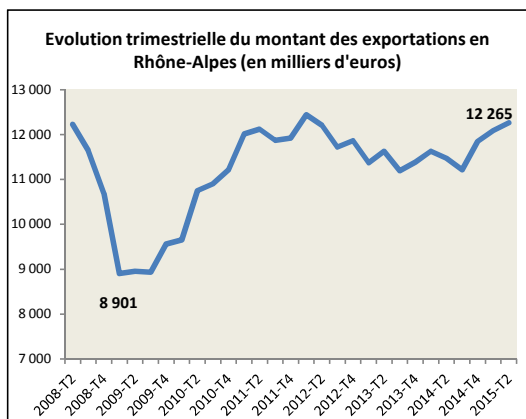
## 1.7 Exportations

Source: Direction Générale des douanes et droits indirects / INSEE

Dernier trimestre connu : 2ème trimestre 2015 (données CAF brutes, hors matériel militaire)

Note : ces informations sont à prendre avec précaution car les échanges commerciaux attribués à un département ou à une région peuvent présenter des différences avec leur économie réelle

Le montant des exportations enregistré dans la région au 2ème trimestre 2015 augmente, en données brutes, de 6,9 % par rapport au 2ème trimestre dernier (+ 6,7 % à l'échelon national).

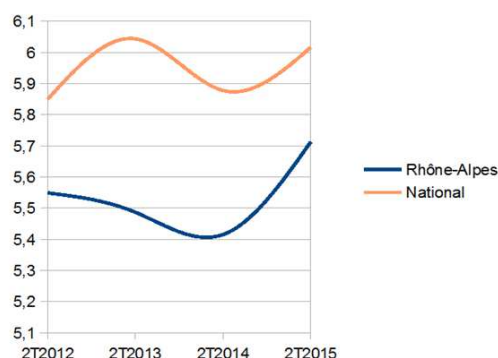


## Part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises (%)

Source: DRFIP

Dernier trimestre connu : 2ème trimestre 2015

Le chiffre d'affaires lié aux exportations est favorablement orienté en Rhône-Alpes : + 5,5% en un an contre seulement + 2,4 % à l'échelon national.



## 1.8 Conjoncture hôtelière

Source : Enquête de fréquentation hôtelière réalisée en partenariat entre l'INSEE et la DGCIS

Dernier mois connu : mai 2015

En mai 2015, la fréquentation hôtelière, évaluée en nombre de nuitées, a augmenté dans la région de 10,9 % par rapport à mai 2014 (+ 3,5 % à l'échelon national). Cette augmentation concerne surtout la clientèle étrangère (+ 17,1 %) et, à un degré moindre, la clientèle française (+ 9,3 %).

### Hôtellerie

	Nuitées dans l'hôtellerie (en milliers)							
	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	janv. 2015	févr. 2015	mars 2015	avril 2015	mai 2015
Rhône-Alpes	1 238	948	1 524	1 713	2 030	1 986	1 427	1 330
<b>Évolution sur un an (en %)</b>								
Rhône-Alpes	-0,1	-8,1	2,2	7,1	8,8	3,3	6,6	10,9
France métropolitaine	0,4	-5,2	2,2	3,0	4,7	0,2	0,4	3,5

Note : données mensuelles brutes, évolution par rapport au même mois de l'année précédente.

Les données du dernier mois disponible sont des données consolidées.

Suite au changement de classification, les années 2010 à 2013 ont été rétropolées.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

### Cumul de janvier à mai 2015

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2015 le nombre de nuitées dans l'hôtellerie a augmenté dans la région de 7,1 % par rapport à la même période de 2014 (+ 2,2 % en moyenne nationale). Cette hausse provient davantage de la clientèle étrangère (+ 12,4 %) que de la clientèle française (+ 4,9 %).

## 1.9 L'immobilier

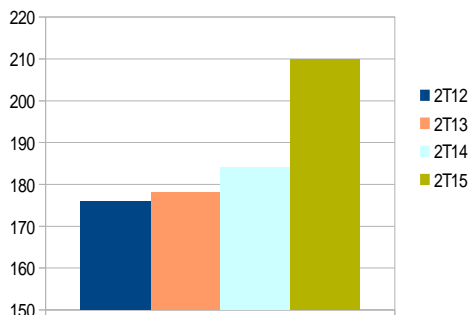
### Marché de l'immobilier (recouvrements de droits d'enregistrements départementaux et de taxe de publicité foncière, en millions d'euros)

Source : DRFIP

Dernier trimestre connu : 2ème trimestre 2015

En région, les recouvrements de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrements départementaux sont en hausse sensible au deuxième trimestre 2015 par rapport au même trimestre de l'an dernier : + 14 %.

Taxes de publicité foncière et droits d'enregistrements



### Autorisations de construire

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Juin 2015 (cumul sur 12 mois de fin juin 2014 à fin juin 2015)

Entre juin 2014 et juin 2015, 44 700 logements ont été autorisés en Rhône-Alpes, soit un chiffre inférieur de 13,7 % au bilan correspondant des 12 mois précédents (- 5,4 % en moyenne nationale). Tous les départements de la région enregistrent une baisse des autorisations de construire, surtout l'Isère (- 32,7 %), la Savoie (- 22,5 %) et, à un degré moindre, l'Ain (- 10,7 %).

### Mises en chantier

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Juin 2015 (cumul sur 12 mois de fin juin 2014 à fin juin 2015)

Le nombre de logements mis en chantier dans la région entre juin 2014 et juin 2015 (44 100) est en repli de 5 % par rapport au chiffre correspondant aux 12 mois précédents (- 5,8 % à l'échelon national).

Cette baisse concerne la plupart des départements, en particulier la Savoie (- 32,5 %), la Loire (- 24,2 %) et la Drôme (- 18,2 %). Seuls le Rhône et l'Isère enregistrent une hausse des mises en chantier (respectivement + 9 % et + 8,2 %).

	Mises en chantier de logements neufs à fin juin 2015	Autorisations de logements à fin juin 2015	Mises en chantier de locaux à fin juin 2015	Autorisations de locaux à fin juin 2015
	(Evolution sur 1 an)			
Ain	-13,2	-10,7	-17,5	-22,0
Ardèche	-10,5	-9,5	21,9	2,6
Drôme	-18,2	-9,4	0,3	20,8
Isère	8,2	-32,7	-2,3	-13,3
Loire	-24,2	-6,3	-34,5	-9,2
Rhône	9,0	-5,8	-17,2	2,5
Savoie	-32,5	-22,5	-8,6	-29,3
Haute-Savoie	-5,5	-7,3	-26,4	-30,3
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>-5,0</b>	<b>-13,7</b>	<b>-13,4</b>	<b>-9,1</b>
France	-5,8	-5,4	-9,8	-11,5

## 2 - EMPLOI

### 2.1. Emploi salarié (secteur marchand)

Source : Insee, estimations d'emplois salariés, CVS

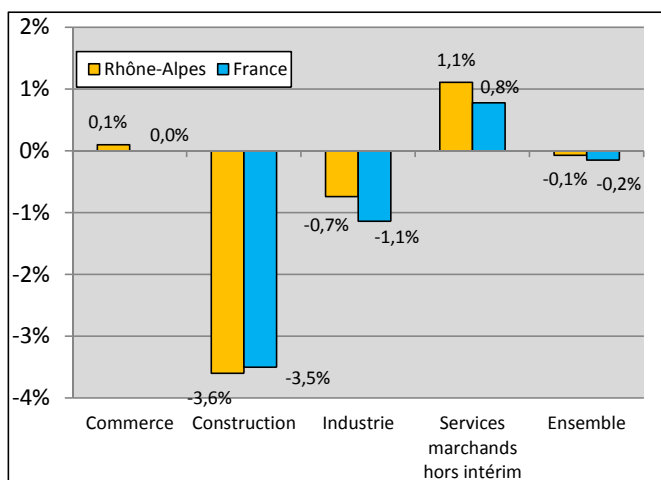
Derniers résultats disponibles : 1er trimestre 2015 (à 90 jours)

Après une hausse de 0,4 % au cours des trois derniers mois de l'année 2014, le nombre des emplois salariés a diminué en Rhône-Alpes de 0,2 % au 1er trimestre 2015 (stabilité à l'échelon national). Ce léger repli provient d'évolutions contrastées en fonction des secteurs d'activité : recul sensible dans la construction (-1,2 %), de faible intensité dans l'industrie (- 0,1 %), stabilité dans les services marchands hors intérim ; augmentation de 0,2 % dans le commerce. Les emplois intérimaires enregistrent, quant à eux, une baisse de 2,5 % au 1er trimestre 2015 alors qu'ils avaient progressé de 5,3 % au 4ème trimestre 2014.

	2008T2	2014T1	2014T4	2015T1	Evol. Trim	Evol. An	Evol. T2 2008/T1 2015
Commerce	304 167	305 740	305 540	306 041	0,2%	0,1%	0,6%
Construction	160 403	153 542	149 802	148 021	-1,2%	-3,6%	-7,7%
Industrie	456 731	405 515	403 067	402 500	-0,1%	-0,7%	-11,9%
Services marchands hors interim	671 451	702 882	710 435	710 657	0,0%	1,1%	5,8%
Interim	74 607	64 919	65 926	64 250	-2,5%	-1,0%	-13,9%
<b>Total général</b>	<b>1 667 358</b>	<b>1 632 599</b>	<b>1 634 771</b>	<b>1 631 469</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-2,2%</b>

Entre mars 2014 et mars 2015, le nombre des emplois salariés diminue dans la région de 0,1 %, à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale. Cette légère diminution annuelle masque des évolutions contrastées : net repli des emplois salariés dans la construction (- 3,6 %) et, à un degré moindre, dans l'industrie (- 0,7 %); quasi-stabilité dans le commerce (+ 0,1 %), augmentation de 1,1 % dans les services marchands hors intérim. Les emplois intérimaires diminuent, quant à eux, de 1 % par rapport à l'an dernier (+ 0,8 % à l'échelon national).

*Evolution annuelle des emplois  
(1er trimestre 2015 / 1er trimestre 2014)*



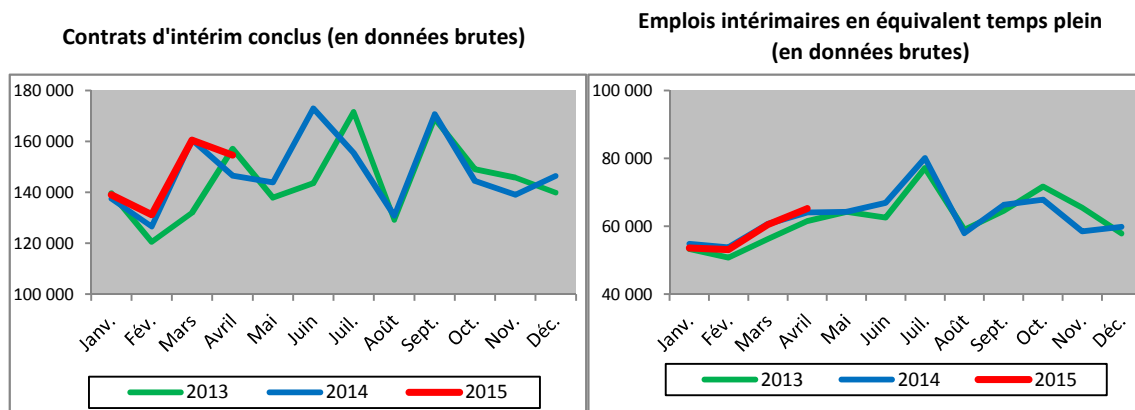
## 2.2 Emploi intérimaire

### Contrats d'intérim et emplois intérimaires en équivalent temps plein (ETP)

Source : Pôle emploi - Dares, Dernier mois disponible : Avril 2015

Après une progression annuelle de 1,4 % au premier trimestre 2015, le nombre des contrats d'intérim enregistré en avril augmente de 5,5 % par rapport au même mois de l'année 2014.

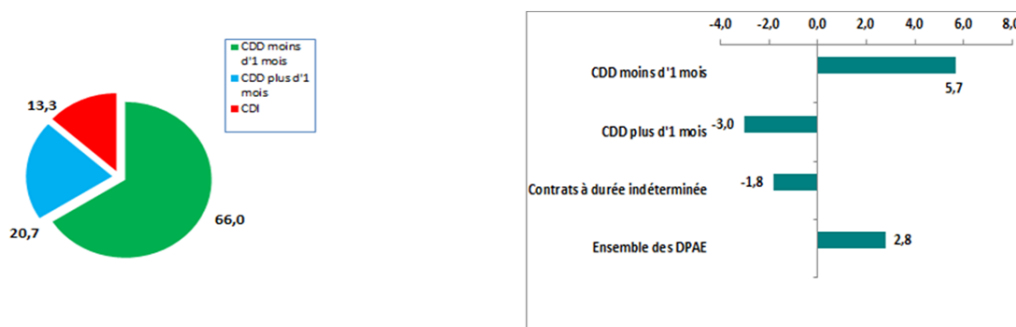
Contrairement aux contrats d'intérim, le nombre des emplois intérimaires en équivalent temps plein diminue légèrement d'une année sur l'autre au cours du premier trimestre 2015 (- 1,2 %). Par contre, en avril la tendance s'est inversée (+ 1,7 % sur un an).



## 2.3 Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) - hors intérim

Source : URSSAF, Dernier trimestre disponible : rappel des données du 4ème trimestre 2014 (données brutes) faute d'informations plus récentes

Le nombre des déclarations préalables à l'embauche continue de croître d'une année sur l'autre. Après une hausse annuelle de 2,4 % au troisième trimestre 2014, le nombre des DPAE enregistré dans la région au 4ème trimestre 2014 a augmenté de 2,8 % par rapport au même trimestre de l'année 2013. Cette augmentation concerne uniquement les contrats d'une durée inférieure à un mois (+ 5,7 %) qui représentent à eux seuls les deux tiers des DPAE. Les CDD de plus d'1 mois et les CDI ont, quant à eux, diminué respectivement de 3 % et de 1,8 % en un an.





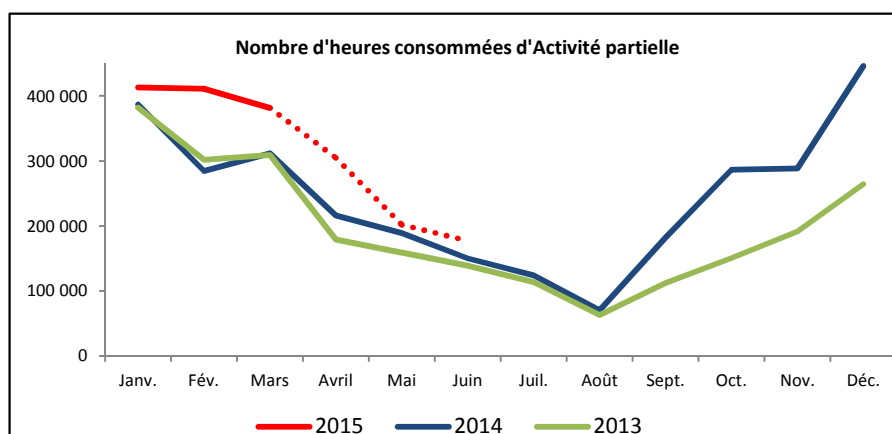
## 2.4 Activité partielle

Source : Syracuse-POP - Applicatifs SINAPSE et Extranet Activité Partielle - Dernier mois disponible : Juin 2015

Les données concernant les derniers mois disponibles (en particulier avril, mai et juin) sont provisoires.

Note : compte-tenu des délais nécessaires à l'enregistrement du nombre total des heures de chômage partiel consommées, les données les plus récentes seront actualisées à la hausse au cours des prochains mois.

Dans l'attente des résultats définitifs, le nombre des heures de chômage partiel enregistré au 2ème trimestre 2015 s'établit d'ores et déjà à un niveau plus élevé qu'aux deuxièmes trimestres 2013 et 2014.



## 2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi

Source :SI-PSE (DIRECCTE Rhône-Alpes)  
Bilan du 2ème trimestre 2015

Note : la Loi relative à la Sécurisation de l'Emploi du 16 juin 2013 a profondément réformé les licenciements de 10 salariés et plus dans les entreprises de 50 salariés et plus (plans de sauvegarde de l'emploi). Désormais, les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la Direccte ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la Direccte.

En Rhône-Alpes, 2 251 emplois ont été concernés au 2ème trimestre 2015 par des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) dans des entreprises employant au moins 50 salariés, soit un chiffre nettement plus élevé qu'au 1er trimestre (1 212). Au total, sur l'ensemble du 1er semestre 2015, 3 464 emplois ont été impactés dans la région par des PSE contre 3 176 au cours de la même période de l'année 2014.

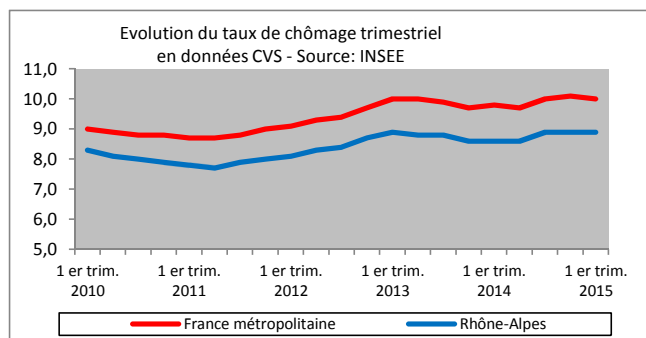
## 3 - CHOMAGE

### 3.1 Taux de chômage

**Dernier trimestre : 1 er trimestre 2015 Insee, données provisoires**

Après avoir légèrement progressé au 4ème trimestre 2014 (+ 0,1 point) le taux de chômage de la région s'est stabilisé à 8,9 % au 1er trimestre 2015 tandis qu'il a baissé de 0,1 point dans l'ensemble de la France métropolitaine pour s'établir à 10 %.

Sur un an le taux de chômage progresse de 0,3 point dans la région et de 0,2 point à l'échelon national.



### 3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source : Pôle-Emploi- Direccte

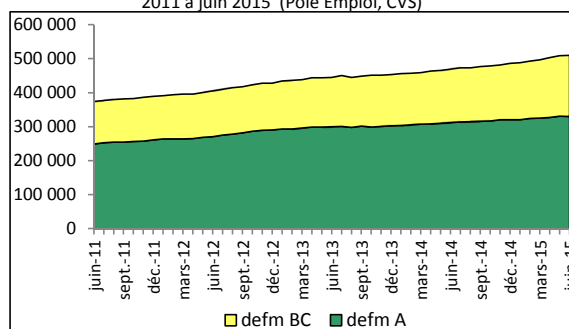
Dernier mois disponible : Juin. 2015

A= En recherche active, disponibles, sans emploi ; B= En recherche active, en activité réduite courte ;  
C= En recherche active, en activité réduite longue ; A+B+C = en recherche active

#### Evolution mensuelle en données CVS

Le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A a augmenté de 1,6 % au 2ème trimestre 2015, à un rythme légèrement supérieur à celui des deux trimestres précédents : respectivement + 1,3 % au 1er trimestre 2015 et + 1,5 % au 4ème trimestre 2014.

Evolution mensuelle des DEFM de catégorie A et des DEFM de catégories ABC de juin 2011 à juin 2015 (Pôle Emploi, CVS)



Toutes les populations de demandeurs d'emploi ont été concernées par cette augmentation. Après une hausse de 0,9 % au 1er trimestre 2015, le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits en catégorie A a cru de 2,3 %, soit dans une proportion identique à celle des seniors âgés de 50 ans et plus. La population des "25 - 49 ans" a progressé aussi mais seulement de 1,2 %.

#### Evolution annuelle en données CVS

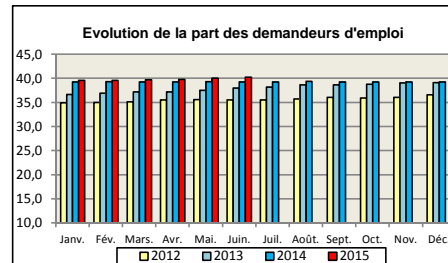
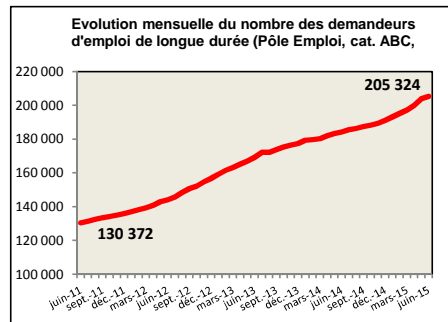
Entre juin 2014 et juin 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A est passé, en données CVS, de 312 938 à 330 546, soit une hausse annuelle de 5,6 % (+ 4,7 % à l'échelon national), de même ampleur qu'à la fin du trimestre précédent.

L'augmentation annuelle du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A affecte toutes les populations. Les seniors de 50 ans et plus restent les plus touchés (+ 8,3 %) devant les jeunes de moins de 25 ans (+ 5,1 %) et les personnes âgées de 25 à 49 ans (+ 4,8 %). A tous âges, les hommes sont plus concernés que les femmes par la hausse du chômage, surtout s'agissant des jeunes : + 7,2 % contre + 2,7 %. Au total, le nombre des demandeurs d'emploi progresse de 6,2 % pour les hommes et de 5 % pour les femmes.

### Demande d'emploi de longue durée (plus d'1 an)

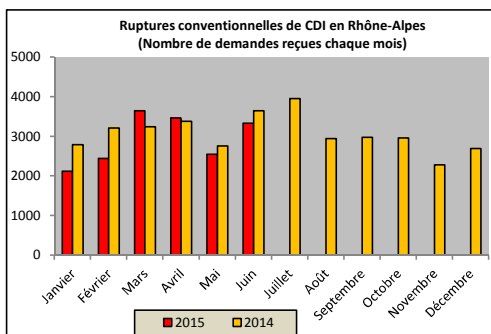
Le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an (catégories ABC) a augmenté dans la région de 4,1 % au 2ème trimestre 2015, à un rythme plus élevé que le trimestre précédent (+ 3,2 %).

Entre juin 2014 et juin 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée est passé dans la région de 184 326 à 205 324 (40,2 % des inscrits) soit une hausse annuelle de 11,4 %, d'intensité plus forte qu'à la fin du trimestre précédent : + 9,3 % entre mars 2014 et mars 2015.



### 3.3 Ruptures conventionnelles

Source : Unités territoriales Rhône-Alpes, Dernier mois disponible: Juin 2015

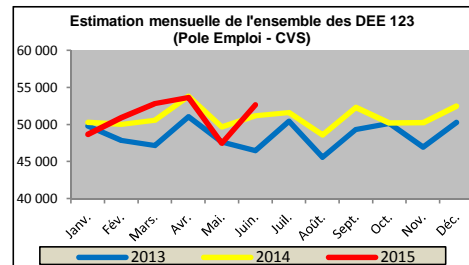


Au 2ème trimestre 2015, 9 338 ruptures conventionnelles de contrats à durée indéterminée (résultats provisoires qui seront actualisés à la hausse au cours des prochains mois) ont été enregistrées dans la région Rhône-Alpes contre 8 206 le trimestre précédent et 9 783 au cours du 2ème trimestre 2014.

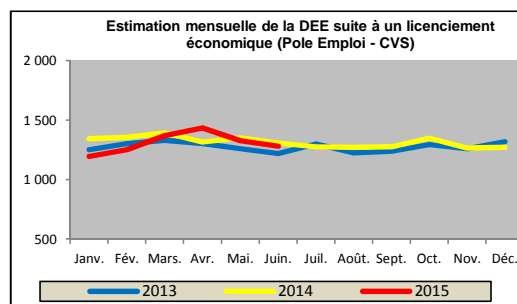
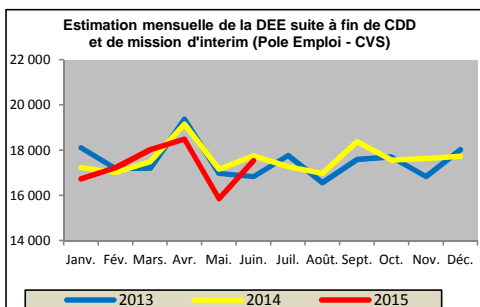
### 3.4 Demande d'emploi enregistrée

Source : Pôle-Emploi- Direccte

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des 3 derniers mois (avril, mai, juin 2015) par rapport aux 3 mois précédents.



En Rhône-Alpes, le nombre des entrées à Pôle Emploi en catégories ABC augmente de 0,9 % au 2ème trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent. Sur cette même période, quatre motifs d'inscription sont en augmentation : les fins de mission d'intérim (+ 1,7 %), les licenciements économiques (+ 5,9 %), les reprises d'activité (+ 1,9 %) et les autres cas (+ 2,9 %). Les autres motifs sont en diminution: les fins de contrat à durée déterminée (- 0,6 %), les autres licenciements (- 3,6 %), les démissions (- 0,1 %) et les premières entrées (- 2,2 %).

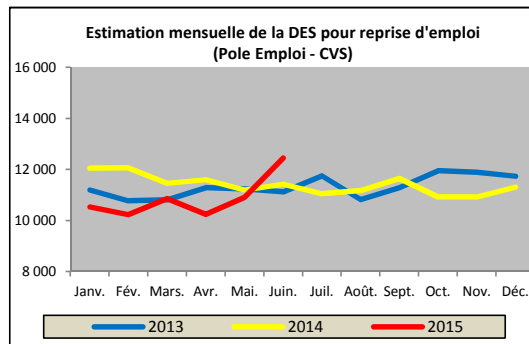
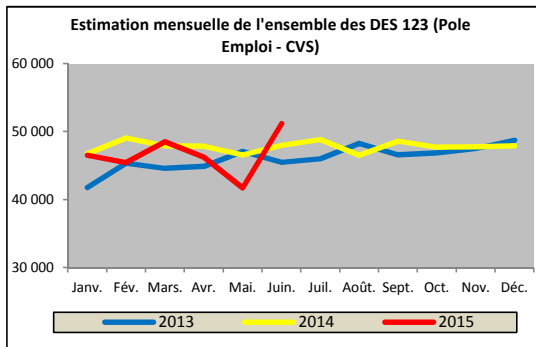


### 3.5 Demande d'emploi sortie

Source : Direccte / Pôle-emploi

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des trois derniers mois (avril, mai, juin 2015) par rapport aux trois mois précédents.

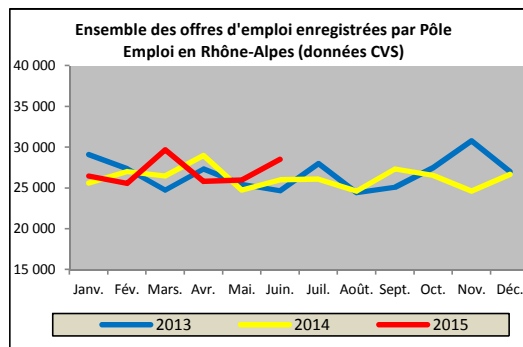
Le nombre des sorties de catégories ABC diminue de 0,9 % au 2ème trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent. Cette baisse concerne les entrées en stage (- 2,6 %), les arrêts de recherche d'emploi (- 5,5 %) et les radiations administratives (- 19,2 %). Fait positif, les reprises d'emploi déclarées augmentent de 6,3 %.



## 4 - OFFRES D'EMPLOI

Source : Direccte / Pôle emploi (données CVS)

Dernier mois disponible - Evolution en données CVS des trois derniers mois (avril, mai, juin 2015) par rapport aux trois mois précédents et par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente



Le nombre des offres d'emploi enregistré au 2ème trimestre 2015 est en augmentation de 0,7 % par rapport au 2ème trimestre 2014. Cette hausse est due uniquement aux offres d'emploi durables (+ 7,5 %). Les offres d'emploi non durables sont au contraire en diminution de 5,3 %.

